

Le cycle du mensonge

par Thierry Meyssan

Lorsqu'ils veulent condamner un suspect, les Occidentaux l'accusent de toutes sortes de crimes jusqu'à ce qu'ils se trouvent en situation de prononcer la sentence. Peu importent la Vérité et la Justice, seule compte leur puissance. Revenant sur l'accusation d'usage d'armes chimiques en Syrie, Thierry Meyssan rappelle que si l'accusation ne date que de quelques années, le principe de désigner la Syrie comme coupable est établi, lui, depuis plus de deux mille ans.

RÉSEAU VOLTAIRE | DAMAS (SYRIE) | 1ER MAI 2018

عربي DEUTSCH ENGLISH ESPAÑOL ITALIANO PORTUGUÊS РУССКИЙ ΕΛΛΗΝΙΚΑ



Les Occidentaux assurent qu'une « guerre civile » a débuté en Syrie en 2011. Pourtant, le Congrès US adopta, puis le président George W. Bush signa, une déclaration de guerre à la Syrie et au Liban, en 2003 (le *Syria Accountability and Lebanese Sovereignty Restoration Act* [1] c'est-à-dire la *Loi sur la responsabilité de la Syrie et la restauration de la souveraineté libanaise*).

Après la vaine tentative du secrétaire d'État Colin Powell, en 2004, de transformer la Ligue arabe en un tribunal régional (sommet de Tunis), l'agression occidentale débuta avec l'assassinat de l'ancien Premier ministre libanais Rafic Hariri, en 2005.

L'ambassadeur US à Beyrouth, Jeffrey Feltman —qui avait probablement

lui-même organisé ce crime— accusa immédiatement les présidents Bachar el-Assad et Émile Lahoud. Une mission d'enquête fut dépêchée par l'Onu, puis un pseudo-Tribunal international fut constitué par les Exécutifs de l'Onu et du Liban, sans ratification ni par l'Assemblée générale des Nations unies, ni par le Parlement libanais. Dès sa création il disposa de témoignages et de preuves convaincants. Les deux présidents furent placés au ban des nations en attendant leur imminente condamnation, des généraux furent arrêtés par l'Onu et incarcérés des années durant sans même être inculpés. Pourtant, les faux témoins furent démasqués, les preuves perdirent de leur pertinence et l'accusation s'effondra. Les généraux furent libérés avec des excuses. Bachar el-Assad et Émile Lahoud redevinrent des personnalités fréquentables.

13 ans plus tard, Jeffrey Feltman est le numéro 2 des Nations Unies et l'affaire du jour est la prétendue attaque chimique de la Ghouta. Là aussi, on dispose de témoignages (les Casques blancs) et de prétendues preuves convaincantes (des photos et des vidéos). Le présumé coupable est comme à l'accoutumée le président el-Assad. L'accusation a été soigneusement préparée par diverses rumeurs depuis 2013. Sans attendre la vérification des faits par l'OIIAC, les Occidentaux se sont érigés en juges et bourreaux,

ont condamné la Syrie et l'ont bombardée.

Sauf que, cette fois-ci, la Russie est redevenue une super-puissance à l'égal des États-Unis. C'est donc elle qui a exigé le respect des procédures internationales et l'envoi d'une mission de l'OIAC à Damas. C'est encore elle qui a amené à La Haye 17 témoins oculaires de la pseudo-attaque chimique pour attester la manipulation des Casques blancs.

Comment ont donc réagi les 17 pays de l'alliance occidentale présents ? Ils ont refusé d'entendre les témoins et de les confronter aux Casques blancs. Ils ont publié un bref communiqué dénonçant le show russe [2]. Oubliant qu'ils avaient déjà condamné et puni la Syrie, ils ont souligné que cette audition empiétait sur la responsabilité de l'enquête en cours de l'OIAC. Ils ont rappelé que le directeur de l'Organisation mondiale de la Santé avait déjà confirmé l'attaque chimique et qu'il était donc indécent de la remettre en question. Et bien sûr, ils ont appelé la Russie à respecter le Droit international qu'ils ne cessent de violer.

Il se trouve que la déclaration de l'OMS contrevient à ses prérogatives ; qu'elle n'est pas exprimée à l'affirmative, mais au conditionnel ; et qu'elle n'est pas fondée sur les rapports de ses fonctionnaires, mais sur le seul

témoignage d'ONG partenaires rapportant les accusations... des Casques blancs [3].

Cela fait deux mille ans que l'Occident scande « *Carthago est delenda !* » (*Il faut détruire Carthage !*) [4] sans que personne ne sache ce qu'on reprochait à ce comptoir syrien de Tunisie. En Occident, ce sinistre slogan est devenu un réflexe.

Partout, la sagesse populaire assure que « La raison du plus fort est toujours la meilleure ». C'est la morale de la fable des Panchatantra indiens, du Grec Ésope, du Français Jean de La Fontaine et du Russe Ivan Krylov, mais elle provient peut-être de l'antique sage syrien Ahiqar.

Or, depuis leur pantalonnade du bombardement raté du 14 avril, les Occidentaux ne sont « les plus forts » qu'en matière de mensonge.

Thierry Meyssan

[1] *The Syria Accountability and Lebanese Sovereignty Restoration Act*, H.R. 1828, S. 982, *Voltaire Network*, 12 December 2003.

[2] « *Déclaration conjointe de l'Allemagne, l'Australie, la Bulgarie, le Canada, le Danemark, l'Estonie, des Etats-Unis d'Amérique, de la France, l'Islande, l'Italie, la Lettonie, la Lituanie, des Pays-Bas, de la Pologne, la République tchèque, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et de la Slovaquie* », *Réseau Voltaire*, 26 avril 2018. Voir le commentaire de Nicolas Boeglin : « *"Armes chimiques" en Syrie et*

OIAC : à propos d'une récente déclaration conjointe », *Réseau Voltaire*, 30 avril 2018.

[3] « L'OMS s'inquiète de la suspicion d'attaques chimiques en Syrie », *Réseau Voltaire*, 11 avril 2018.

[4] *Carthago est delenda !* était un slogan popularisé par Caton l'Ancien. Le sénateur le proclamait à la fin de chacun de ses discours. Le seul crime de Carthage semble d'avoir été plus prospère que Rome.

Source : « Le cycle du mensonge », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 1er mai 2018,
www.voltairenet.org/article200961.html